

COMMUNIQUÉ DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES DE SANTÉ PUBLIQUE DE LA COMMUNAUTÉ DE MADRID.

Le gouvernement de la Communauté de Madrid supprime la structure de Santé Publique de l'administration sanitaire madrilène.

La nouvelle structure du Département de la Santé, conçue par le Conseil régional de gouvernement et confirmée par la Présidente de la Communauté de Madrid, Esperanza Aguirre, et le Chef du Département de la Santé, Juan José Güemes, dans les Décrets 22/2008, 23/2008, 24/2008 du 3 avril publiés dans le Bulletin Officiel de la Communauté de Madrid du 9 avril 2008, élimine la Direction Générale de Santé Publique et Alimentation en marge des travailleurs de santé publique, et fait disparaître l'Institut de Santé Publique.

Les travailleurs et les travailleuses de la Direction Générale de Santé Publique et Alimentation (professionnels de la médecine vétérinaire, de la pharmacie, de la médecine, des soins infirmiers, de la sociologie, du travail social, de l'informatique, de la biologie, de la géographie, de la psychologie, personnel administratif et autres professionnels) manifestons notre inquiétude et nos craintes devant cette situation.

Nous considérons que ces Décrets constituent une grave erreur à cause des conséquences négatives qu'ils auront sur la santé de la population de la Communauté de Madrid.

Dans l'organigramme du Département régional de la Santé, la nouvelle structure conçue par ces décrets ne contemple pas la Direction Générale de Santé Publique et Alimentation jusqu'à maintenant existante, et fragmente ses compétences qui ne seront plus coordonnées dans une organisation unique.

Ce changement affaiblit et menace de manière très grave les fonctions de santé publique dans notre Communauté et constitue un pas en arrière pour l'importante expérience organisatrice et professionnelle accumulée durant ces trois dernières décades. A continuation nous exposons certaines des raisons qui sont à la base de cette affirmation :

- L'objectif fondamental de la santé publique est de protéger la santé de l'ensemble de la population, prévenant l'apparition de la maladie. Les activités qu'elle développe importantes comme le sont, entre autres, la potabilité de l'eau, la sécurité alimentaire, le control sanitaire des abattoirs, les calendriers de vaccination, la surveillance de la santé des travailleurs et travailleuses de la Communauté de Madrid, la surveillance et le contrôle des épidémies et la réalisation de campagnes pour informer et sensibiliser la population face aux risques pour la santé.
- Des menaces graves pour la santé de la population madrilène comme la crise des « vaches folles », « les dioxines de la viande des poulets belges », la légionellose ou l'épidémie de méningite, ont été résolues de manière efficace grâce à une intervention coordonnée et efficace de la Direction Générale de Santé Publique, organisme qui détenait toutes les compétences de santé publique intégrées et centralisées. Ces problèmes de

santé subsisteraient comme menaces et déclencheraient une alarme sociale s'ils n'avaient pas été résolus à temps de manière adéquate.

- Toutes les Communautés Autonomes de notre pays disposent d'une Direction Générale de Santé Publique et quelques unes, qui avaient décidé de la supprimer, l'on crée à nouveau, vu l'importance de que les compétences en santé publique soient dirigées de manière coordonnée et rationnelle. Les États Européens les plus avancés socialement favorisent ce type d'organisme et la nouvelle stratégie de santé pour l'Europe de la Commission Européenne priorise les interventions qui sont réalisées par les Directions Générales de Santé Publique. Des organismes internationaux aussi prestigieux que l'Organisation Mondiale de la Santé recommandent également de fomentier la santé publique.
- Les madrilènes affrontent actuellement des défis aussi complexes que le vieillissement de la population, le sédentarisme et l'obésité et, dans un futur prochain, devront faire face a d'éventuelles situations de crise comme une pandémie de grippe ou l'apparition de nouvelles maladies causées par des agents infectieux ou des toxiques dans l'environnement.

Pour toutes les raisons antérieurement exposées, nous demandons la restitution d'un organisme unique, à un rang hiérarchique suffisant, qui corresponde aux responsabilités qu'il doit assumer et qui réunisse les compétences de Santé Publique d'une manière coordonnée comme elles existent à niveau national, européen et international. Nous faisons cette demande soutenus par notre expérience professionnelle et les connaissances scientifiques actuelles.

Pour obtenir plus d'information et pour adhérer à ce manifeste :

<http://saludpublicamadrid.blogspot.com>